

voisin très-puissant et qui offre un bien meilleur marché aux producteurs pour retenir les gens chez nous, il faudrait pouvoir leur offrir un marché aussi fort pour leurs effets. Il est heureux de voir que le gouvernement fait des démarches pour attirer l'immigration européenne, nous devons choisir des colons forts, robustes, sans égard à la religion ou à la langue. Il n'approuve pas les remarques de M. Marchand qui veut ramener tous les canadiens des Etats-Unis. Pour lui, il serait très-heureux de leur retour, mais l'homme est libre d'aller où il veut. Il fit ensuite allusion au prochain recensement qui éclaircira la question de l'émigration.

M. Ross de Compton se lève avec assurance; comme deux anglais seulement ont parlé sur ce sujet, on pourrait croire que nous sommes indifférents à cette question. Etant établi depuis plus d'un quart de siècle dans la forêt et ayant toujours bataillé depuis ce temps pour chasser les loups du voisinage, je connais quelque chose en fait de colonisation. Il y a trois classes d'hommes qui nuisent à la colonisation. 1o. ceux qui dans la Presse discréditent notre pays et le disent stérile et inhospitalier; que nous ne pouvons pas offrir les mêmes avantages qu'Ontario ou l'Onest etc., 2o ceux qui prétendent que nos terres incultes doivent être réservées par les natifs, et voient avec chagrin les efforts faits pour attirer l'immigration, 3o ceux qui croient que le gouvernement doit tout faire, tandis qu'eux ne font rien du tout. Je ne dirai pas que le gouvernement a fait tout ce qu'il doit faire, mais ferait-il plus encore ce sera en vain si nous ne secondons pas ses efforts, soyons unanimes comme Ontario. Ce qu'il faut pour achever le développement de nos townships ce sont de bonnes voies ferrées qui donneront de l'emploi au colon et l'aideront. Je n'ai pas connu un colon sobre qui n'ait pas réussi, malgré les privations des premières années et ne soit devenu riche.

M. Tremblay.—Les remarques faites par les honorables députés de Saint-Jean et d'Iberville m'obligent de faire quelques observations. J'ai déjà eu occasion, il y a deux ans, d'exprimer mes vues sur l'inefficacité de notre système de colonisation. La surveillance exercée n'est pas suffisante. Sans un surintendant chargé d'exercer un contrôle à peu près absolu sur les différents conducteurs de chemin, il est impossible qu'il n'y ait pas des dépenses inutiles quelque part. Le conducteur auquel on a fait allusion a été choisi

contre mon gré, et voici dans quelles conditions, d'après ce que l'on m'a dit :

Ce conducteur en question aurait été trouvé et il aurait assuré que si on lui donnait la conduite des travaux du chemin Kinogami, il se faisait fort de mettre le député actuel de Chicoutimi hors de la Chambre. Si la même chose devait se renouveler, je deviendrais réellement une charge pour la Province et je me verrais obligé de remettre mon mandat.

Je suis heureux de remarquer que le gouvernement a reconnu son erreur en nommant cette année un surveillant général de ce chemin.

Si le gouvernement a fait ouvrir 100 milles de chemin dans le comté de Chicoutimi, les colons ont aussi fait leur part, puisque, comme je le disais l'année dernière, ils ont ouvert 300 milles.

L'honorable député de Montmorency nous faisait remarquer, hier, que le gouvernement de l'ancienne province des Canadas-Unis avait dépense 16 millions sur le Grand-Tronc, que celui de la puissance va dépenser 20 millions sur l'Intercolonial, et celui de Québec plusieurs millions sur le chemin du Nord. Ces sommes considérables sont dépensés à l'avantage des comtés traversés par ces chemins. Le chemin de Chicoutimi n'en retire aucun avantage direct; bien qu'il soit taxé pour le paiement de ces travaux comme ceux qui en profitent. Je me vois donc en droit de demander que le gouvernement fasse une part considérable des deniers publics aux colons du Saguenay dont on connaît la position isolée.

La colonisation du Saguenay a éprouvé un échec bien sensible dans le terrible incendie du 17 mai dernier. Si les colons ont pu surmonter les difficultés qui ont été la suite de ce désastre c'est grâce à l'aide qu'ils ont eu du gouvernement, et aux secours qui leur ont été envoyés de toutes les parties de la province.

M. Tremblay cite les noms des députés qui ont répondu franchement à l'appel qu'il leur a été fait au sujet d'un octroi par le gouvernement, de \$25,000 en faveur des Incendies et il leur offre ses sincères remerciements. Il cite aussi les noms des citoyens qui l'ont aidé dans les collections qu'il a faites à Québec et à Montréal, et avec une générosité remarquable en faveur d'une population toute canadienne française. La compagnie du Richelieu, des remor-

queurs, celle du Grand-Tronc. MM. Cherrier Hudon, Sincennes, McNaughton Dorion, Holton, Barsalou, Ogilvie, Workman, Carter, Valois, de Montréal, ont reçu leur part d'éloges bien mérités.

M. Dobell de Québec, qui a donné \$500, a eu une mention toute particulière. En terminant, le député de Chicoutimi a exprimé l'espoir que le gouvernement continuerait à favoriser la colonisation par tous les moyens en son pouvoir dans le comté qu'il représente et dans les autres comtés où il est nécessaire d'ouvrir des chemins.

M. Bergevin, député de Beauharnois, après avoir déploré les effets de l'émigration canadienne aux Etats-Unis, s'est efforcé de démontrer qu'entre autres causes de cette émigration l'usage en était une des principales et faisait des ravages terribles chez notre population et en particulier parmi la classe agricole. En effet, c'est cette plaie hideuse qui a fait la ruine d'un grand nombre de nos cultivateurs et les a forcés de prendre le chemin de la terre étrangère.

Le luxe qui se répand toujours de plus en plus dans nos campagnes a aussi été flétri comme il le méritait.

Enfin M. le Député de Beauharnois ajoute une réflexion qui, si elle était mise en pratique produirait sans doute d'immenses résultats. Il a voulu parler de l'apathie des représentants du peuple en général pour la classe agricole. Il pense que si les députés étaient aussi zélés pour faire progresser l'agriculture et la colonisation, encourager l'éducation du peuple comme ils le sont pour obtenir leur mandat; il n'y a aucun doute que nos campagnes et nos cantons ne seraient plus reconnaissables d'ici à quinze ans.

M. Joly, répond à quelques attaques dont M. Marchand a été l'objet à la suite de son discours. Il s'efforce de prouver que, sans l'opposition, l'on n'aurait peut-être pas adopté la loi discutée en ce moment. Nous avons montré nos compatriotes émigrant aux Etats-Unis. C'est pour remédier au mal signalé par nous que l'on a présenté la loi de colonisation. Cette loi est difficile. Je ne m'attacherai pas à montrer ses défauts, mais à constater les bons résultats qu'elle a produits.

[Une regrettable transposition a fait que la page vis-à-vis devrait être après les deux pages suivantes.]